

GUIDE PRATIQUE

Désinformation en période électorale : Comment la société civile peut-elle répondre?



À propos de ce guide

La tenue d'élections représente un moment clé de la vie des sociétés démocratiques. Au cours des dernières années, cependant, de nombreux processus électoraux ont été marqués par la diffusion massive de més/désinformation, la mobilisation de groupes extrémistes, la montée de discours de haine et des tentatives de harcèlement visant personnalités politiques, journalistes et militants.¹



Les périodes électorales représentent un moment de risque accru de mobilisation d'acteurs visant à alimenter la haine et la polarisation. L'Unité d'Analyse Numérique (*Digital Analysis Unit*) de l'ISD travaille à identifier, suivre, analyser et contrer les opérations de manipulations informationnelles en ligne visant à interférer avec les processus électoraux.

Ce guide présente un tour d'horizon des principaux risques liés à la désinformation recensée en période électorale, avec des études de cas à l'appui, et propose des conseils pratiques à destination des associations travaillant dans le domaine de la lutte contre les extrémismes, la désinformation, les discours de haine et pour la promotion de la citoyenneté numérique, pour les aider à mieux répondre à ces risques en temps réel. Ce guide propose également une liste de ressources complémentaires sur la lutte contre la désinformation.

Glossaire

Désinformation, mésinformation et mal information :

- Dans la lignée de Wardle et Derakshan, l'ISD définit la **désinformation** comme la création ou propagation de fausse(s) information(s) avec l'intention de porter préjudice. Les auteurs de désinformation ont typiquement des motifs politiques, financiers, psychologiques ou sociétaux.
- La **mésinformation** est définie comme la propagation de fausse(s) information(s) de manière potentiellement non intentionnée.
- L'UNESCO² définit la **mal information** comme "une information basée sur la réalité, mais utilisée pour infliger un préjudice à une personne, une organisation ou un pays".
- Il peut s'agir, par exemple, de révéler publiquement des informations privées (ce que l'on appelle aussi le doxxing) dans le but de nuire.
- Ces trois concepts se regroupent sous la notion de **désordre de l'information**.³

Théorie du complot⁴: L'ISD se réfère à la définition du politologue américain Joseph Uscinski, qui définit la théorie du complot comme « l'explication d'événements passés, présents ou futurs qui cite comme élément de causalité principal l'action d'un petit groupe de personnes puissantes [...] agissant en secret pour leur propre bénéfice et contre le bien commun. »

Extrémisme⁵: L'ISD définit l'extrémisme comme la promotion d'un système de croyances qui préconise la supériorité et la domination d'un « endogroupe » sur tous les « exogroupes », propagent un esprit « d'altérisation » déshumanisant et contraire à l'application universelle des droits humains. Les groupes extrémistes prônent, par des moyens explicites ou plus subtils, un changement systémique dans la société qui reflète leur vision du monde.

¹ Click Here For Outrage: Disinformation in the European Parliamentary Elections 2019 - ISD (isdglobal.org

² Journalism, fake news & disinformation: handbook for journalism education and training - UNESCO Digital Library

Desordres de l'information (coe.int)

⁴ COVID-19 : aperçu de la défiance anti-vaccinale sur les réseaux sociaux - ISD (isdglobal.org)

⁵ Extremism - ISD (isdglobal.org)

Désinformation en période électorale : différents types de risque

Harcèlement, menaces et campagnes de désinformation à l'encontre de figures publiques

Le harcèlement de figures politiques (candidats ou non), journalistes et militants est un des risques clés liés aux processus électoraux. Au cours des dernières années, l'ISD a pu observer ce type de risque au cours de plusieurs élections à travers le monde.

- Au cours des élections au Parlement Européen en 2019, l'ISD a identifié **plusieurs campagnes** de harcèlement visant des figures publiques en Espagne, France et Italie, conduite par une combinaison de comptes individuels, trolls, influenceurs extrémistes et partis d'extrême droite.
- En 2018, lors des élections régionales bavaroises, Facebook affiliées au parti d'extrême droite AfD ont lancé une campagne contre la cheffe de file du parti vert en Bavière, Katharina Schulze, et une élue du SPD d'origine palestinienne, Sawsan Chebli. Sur les pages Facebook de l'AfD, le nom de Chebli a reçu 10 fois plus de mentions que les autres pages Facebook de partis politiques représentés lors de ces élections, preuve de la saturation des contenus à propos cette candidate au sein de ce groupe.6
- Plus récemment, au cours de la campagne présidentielle américaine de 2020, une étude de l'ISD a montré que les femmes candidates au Congrès avaient trois fois plus de chances d'être exposées à du harcèlement que leurs homologues masculins.7

La pandémie de COVID-19 et le contexte électoral tendu de la campagne présidentielle en France ont mis en lumière le risque de menaces et violences en ligne et hors ligne contre les élus et figures publiques. A la suite du vote de la loi sur le pass vaccinal, de nombreux témoignages ont fait état de menaces à l'encontre de députés.⁸ Dans leur travail de veille des réseaux sociaux depuis le début de la campagne électorale, les chercheurs de l'ISD ont identifié que les listes des députés ayant voté le pass vaccinal était partagés sur les réseaux sociaux accompagnée de message parfois ambigus, des appels à la violence plus claire contre le gouvernement ont également été observé. De plus, l'agression physique du députe LREM de Saint Pierre et Miguelon⁹ a été célébrée dans plusieurs canaux en ligne, avec des appels à répliquer ces agressions envers d'autres élus, notamment en métropole.

Risque de violence en ligne et hors ligne

La désinformation en ligne en période électorale peut conduire à des cyber-violences ou des violences hors ligne. L'exemple le plus emblématique de ce type de violences s'est exprimé lors de l'émeute du Capitole le 6 janvier 2021, à la suite des élections présidentielles américaines. La violence qui s'est manifestée au Capitole a été le résultat de plusieurs types de discours extrémistes, polarisants et de désinformation, déployés par une constellation d'acteurs ultra mobilisés :

- Les discours sur la fraude électorale : dans les mois qui ont précédé l'élection, une constellation de comptes affiliés à l'extrême droite, la droite conservatrice américaine et/ou soutien de Trump sur les réseaux sociaux ont diffusé l'idée d'une fraude électorale massive ainsi que de la désinformation sur le mouvement Black Lives Matter 10
- La mobilisation extrémiste sur les plateformes franges : en parallèle, les élections américaines ont vu la mobilisation de communautés extrémistes et suprémacistes blanches sur des plateformes alternatives ou émergentes comme Telegram, Parler and 4Chan/8Kun. En juin 2020, l'ISD a analysé plus de 200 chaines Telegram extrémistes : 60% faisaient l'apologie du terrorisme ¹¹.
- La pénétration de théories de complot dans la sphère publique : les communautés impliquées dans l'insurrection du Capitole ont été l'épicentre de diffusion de nombreuses théories complotistes en amont des élections, notamment des théories complotistes sur les origines de la COVID-19, la mort de George Floyd en mai 2020 des mains d'un policier ou encore des théories à caractère antisémite.

phane Claireaux, député LRM de Saint-Pierre-et-Miquelon, va porter plainte contre des opposants au passe sanitaire qui

⁻//www.isdglobal.org/isd-publications/disinformation-briefing-narratives-around-black-lives-matter-and-voter-fraud https://www.politico.com/news/2020/10/26/censorship-conservatives-social-media-432643

A Safe Space to Hate: White Supremacist Mobilisation on Telegram - ISD (isdglobal.org)

2020 ELECTION

Despite cries of censorship, conservatives dominate social media

GOP-friendly voices far outweigh liberals in driving conversations on hot topics leading up to the election, a POLITICO analysis shows.



Les risques de violences sont perceptibles dans le contexte de campagne présidentielle française qui se déroule dans une atmosphère tendue et marquée par de récentes révélations¹² d'appels aux meurtres d'élus de gauche, journalistes et du candidat Jean-Luc Mélenchon sur la plateforme Telegram. Des menaces de violences à l'encontre de nombreux élus provenant de la communauté antivaccins ont également été recensées, avec 500 faits enregistrés depuis juillet 2021¹³, la majorité en ligne, via mail ou réseaux sociaux.

Ces menaces en ligne se traduisent, parfois, par des actions hors ligne. En effet, une multitude d'élus ont témoignés de menaces et intimidations menaçant leur intégrité physique¹⁴. Cela s'est également illustré par les récentes intimidations au domicile de l'ex candidate à la primaire du parti E.E.L.V Sandrine Rousseau par des militants favorables à la candidature d'Éric Zemmour¹⁵. La candidate du Rassemblement National Marine Le Pen¹⁶ a également été victime d' intimidations similaires à son domicile.

Le risque de violence en ligne et hors ligne doit être apprécié à l'aune de la diversité des candidats à l'élection présidentielle, de nombreuses études ayant montré que le risque de violence envers les candidats touche plus particulièrement les femmes et candidats issues de minorités ethniques, religieuses ou de genre.¹⁷ La campagne présidentielle française de 2022 recense plusieurs candidates officielles, la première femme transgenre à se présenter à une élection présidentielle ayant récemment annoncé sa candidature.¹⁸

Tentatives de dé-crédibilisation du processus électoral : les discours sur la fraude électorale

Les discours visant à décrédibiliser le processus électoral, par exemple les discours sur la fraude, représentent une des formes de désinformation électorale les plus répandues dans un contexte international.

Lors des élections fédérales allemandes de 2021, de nombreux discours sur des tentatives de fraude ont été propagés par des communautés en ligne proches de l'AfD, anti-vaccins et complotistes afin de miner la confiance des électeurs dans le processus de vote. Le jour des élections, des exemples avérés ou non d'erreurs dans les bureaux de vote ont été sortis de leur contexte pour suggérer l'idée de tentatives de fraude massives. Parmi les groupes les plus actifs dans la propagation de ces discours le groupe d'extrême droite « EinProzent ». Si celui-ci a commencé à propager ces discours en 2016, il a redoublé d'efforts en 2021.



Figure 1 : Vidéo produite par EinProzent lors des élections de 2021 appelant les internautes à surveiller les élections pour « prévenir la fraude »

¹² https://www.streetpress.com/sujet/1636975134-neonazis-appellent-meurtre-melenchon-obono-bouhafs-journalistes-justice-extreme-droite-zemmour

¹³ https://www.leparisien.fr/faits-divers/menaces-danti-vaccins-contre-des-elus-plus-de-500-faits-depuis-juillet-selon-gerald-darmanin-20-01-2022-Q4ZJC4JID5BIFHHP4KCVVOA534.php

¹⁴ Menaces d'anti-vaccins contre des élus : plus de 500 faits depuis juillet, selon Gérald Darmanin - Le Parisien

¹⁵ https://www.leparisien.fr/politique/sandrine-rousseau-depose-plainte-apres-un-raid-mene-par-des-militants-de-zemmour-a-son-domicile-22-12-202 OMEBO2WENRF57AX66T6VDCKH5A.php

¹⁶ https://www.huffingtonpost.fr/entry/tags-pro-zemmour-maison-marine-le-pen-porte-plainte_fr_61c58478e4b0d637ae8c23ac

¹⁷ Cyber violence and hate speech online against women (europa.eu), https://committees.parliament.uk/writtenevidence/6398/pdf/et Tackling Online Abuse and Disinformation Targeting Women in Politics - Carnegie Endowment for International Peace

¹⁸ https://www.lci.fr/politique/video-plus-d-amour-moins-de-zemmour-marie-cau-premiere-femme-transgenre-candidate-a-l-election-presidentialle-2022-2206642 html

Si ce type de discours a auparavant eu des échos limités en France, la propagation de ce type de désinformation pendant la campagne n'est pas à exclure. Certains acteurs de l'extrême-droite et de la complosphère française tentent de propager des discours sur la fraude électorale. Cette tentative se déroule dans un contexte de hausse des mobilisations à l'intersection entre l'extrêmedroite et la complosphère, un exemple récent étant le réseau Azur mené par le complotiste Remy Daillet¹⁹ qui souhaitait envahir l'Elysée et renverser le gouvernement. Depuis l'élection présidentielle américaine, certaines figures d'extrême-droite se sont fait l'écho des allégations non vérifiées de fraude électorale aux Etats-Unis, contribuant à donner de l'oxygène à ces thèses²⁰.

Certains acteurs se sont également emparés d'évènements d'actualité pour installer le thème de la fraude électorale dans le débat public. C'est par exemple le cas d'un amendement examiné à l'Assemblée Nationale en février 2021²¹.

L'amendement en question, qui permettait le vote par anticipation dans les bureaux de vote dotés d'une machine à vote, a été repris par la droite radicale et l'extrême-droite. Ainsi des figures telles que Florian Philippot ou Nicolas Dupont Aignan ont dénoncé des tentatives de fraude électorale.

Des médias d'extrême droite tel que TV liberté ont par exemple suggéré que le vote par anticipation pourrait mener à la fraude électorale, citant l'exemple américain.



Figure 2 : Exemple de tweet partagé par TV Libertés.





²⁰ Présidentielle : l'extrême droite et la complosphère rêvent d'un 6 janvier à la française - Fact & Furious (factandfurious.com)



Figure 3 : Exemple de tweet partagé par Florian Philippot.



Figure 4 : Exemple de contenu partagé sur la chaine Telegram de Thais d'Escufon.

22 https://factuel.afp.com/http%253A%252F%252Fdoc.afp.com%252F9T839Y-1

Une campagne de désinformation sur les réseaux sociaux a également eu lieu en novembre 2021 avec la manipulation d'une vidéo du porte-parole du gouvernement Gabriel Attal.²² Cette vidéo qui annoncerait la mise en place de vote électronique pour la présidentielle a été massivement partagée sur les réseaux sociaux alertant les internautes de tentatives de fraude électorale, notamment par le candidat des Patriotes Florian Philippot. En réalité cette vidéo manipulée de Gabriel Attal datait de février 2021, et l'extrait en question fait référence à l'amendement mentionné dans le paragraphe ci-dessus, qui n'a pas été adopté à l'assemblée nationale.

Une instrumentalisation des mobilisations contre les restrictions sanitaires a également été opérée au sein de la chaine Telegram de l'ancienne porteparole de génération identitaire, Thais d'Escufon. En effet, celle-ci mentionne dans sa chaine Telegram la possible introduction du vote en ligne ou vote par correspondance, qui n'a pas été mentionnée par le gouvernement. Elle suggère ainsi que les nonvaccinés ne pourront pas se rendre au bureau de vote. On peut dès lors s'attendre à ce que ce type de discours continue à faire surface pendant la campagne.

 $^{21\ \}underline{\text{https://www.rtl.fr/actu/politique/vote-par-anticipation-en-2022-les-opposants-agitent-l-epouvantail-de-la-fraude-massive-}7900002007$

Désinformation propagée par les partis politiques

Si la désinformation en contexte électoral est le fait d'une constellation d'acteurs variés – acteurs non-étatiques, comptes extrémistes, médias hyper-partisans – le rôle joué par les partis politiques dans la propagation ou amplification de la désinformation ne peut être omis. Les élections allemandes, au cours desquelles le parti AfD a contribué à la propagation de mésinformation et désinformation sur le processus de vote en a fourni un exemple.

Les recherches de l'ISD ont montré qu'au cours de la campagne, des groupes et candidats affiliés à l'AfD ont partagé une vidéo officielle du parti visant à décrédibiliser le vote postal et à le présenter comme une violation du droit à une élection « libre et anonyme ». Le 16 août, jour de l'ouverture du vote postal en Allemagne, la vidéo a été partagée par plusieurs branches régionales de l'AfD, générant plus de 15,000 vues sur YouTube et 150,000 vues sur Facebook en l'espace de trois jours.

Si la vidéo elle-même ne contient pas de désinformation évidente, sa promotion du vote traditionnel et son entreprise de condamnation du vote postal ont entrainé un flot de désinformation dans la section commentaires, les internautes remettant en question la légitimité de tout le processus électoral. Les partis politiques, du fait de leur audience et autorité, ont une responsabilité dans la diffusion d'informations fiables et dans la construction d'une relation de confiance avec les électeurs. Dans le cadre de la campagne électorale, une vigilance accrue à la façon dont des candidats ou partis politiques peuvent contribuer à soutenir ou amplifier des discours de mésinformation et désinformation est nécessaire.



Figure 5 : extrait d'une vidéo produite par l'AfD visant à décourager le vote postal.



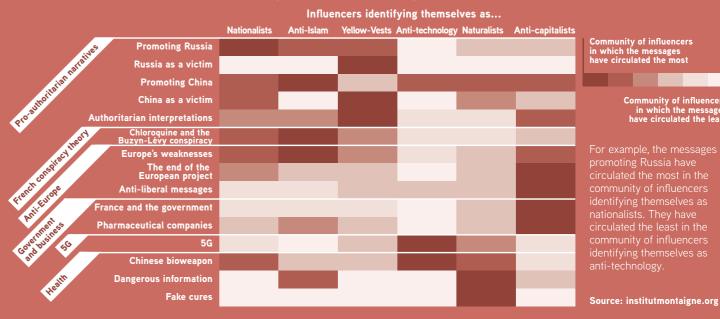
Les opérations étatiques de manipulation de l'information

Les opérations de manipulation de l'information en ligne, émanant de ou promue par des entités étatiques, représentent un risque en contexte électoral. L'attribution claire d'une responsabilité étatique peut être difficile dans le cas de certaines campagnes de manipulation en ligne, mais plusieurs exemples récents ont montré comment des campagnes peuvent bénéficier aux discours d'Etat de certains pays. Pendant la pandémie de COVID-19, une étude de l'ISD et de l'Institut Montaigne a montré que la désinformation sur la pandémie a coïncidé avec la diffusion de messages pro-autoritaires promouvant la ligne idéologique de l'Etat russe.²³ Ces messages se sont notamment propagés dans des groupes favorables au mouvement des « gilets jaunes ».

Des campagnes qui renforcent le discours d'Etats autoritaires peuvent se produire dans un contexte électoral. Au cours de la campagne présidentielle américaine, une enquête de l'ISD et de la Alliance for Securing Democracy (ASD)²⁴ a mis à jour l'existence de deux réseaux de comptes Twitter propageant des discours favorables au parti communiste chinois et visant à la fois un public anglophone et sinophone.

Le risque d'opérations de manipulation de l'information provenant d'Etats étrangers est une préoccupation pour l'Etat français, qui a annoncé en juin 2021 la mise en place d'un nouveau service rattaché au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) pour lutter contre ces phénomènes.²⁵

Where have the messages circulated during the Covid-19 crisis in France?



²³ note_information_manipulations_around_covid_19_anglais_160x220.indd (isdglobal.org)

²⁴ Reply All: Inauthenticity and Coordinated Replying in Pro-Chinese Communist Party Twitter Networks - ISD (isdglobal.org)

⁵ La France va créer une agence de lutte contre les manipulations de l'information (lefigaro.fr)

2: RÉPONSES

Comment répondre à une campagne de désinformation en contexte électoral ?

La section ci-dessous propose des pistes de réponse si vous rencontrez une campagne de désinformation en ligne dans le cadre de vos activités en contexte électoral, et souligne les actions concrètes que vous pouvez prendre pour contribuer à faire la lumière sur ces opérations et déjouer l'impact de ces campagnes sans les amplifier.



Identifier et comprendre les campagnes de désinformation en ligne

L'identification de campagnes de désinformation en ligne nécessite de s'interroger sur leur nature.

→ Quel type de mésinformation et/ou désinformation est propagé ?

Une campagne de mésinformation ou désinformation peut prendre plusieurs formes, et s'accompagner de la diffusion de différents types de contenus dont :

- Des contenus faux, destinés à tromper l'audience cible;
- Des contenus trompeurs qui utilisent des informations partiellement vraies pour diffuser des discours fallacieux;
- Des contenus qui cherchent à se faire passer pour des sources officielles.
- \rightarrow Quels sont les acteurs impliqués ?

Les contenus de mésinformation et désinformation peuvent être le fait de groupes variés, par exemple :

- Des groupes organisés

 (ex : groupes d'intérêt, associations, mouvements extrémistes)
- Des comptes ou acteurs individuels en ligne (ex : trolls, influenceurs)
- Des acteurs institutionnels (ex : partis politiques ou élus)

→ Quels sont les techniques de mésinformation et/ou désinformation à l'œuvre ?

Les campagnes de mésinformation et/ou désinformation peuvent faire usage d'un vaste panel de techniques dont :

- La fabrication de faux contenus (ex : images truquées, deepfakes, faux documents présentés comme officiels)
- L'utilisation de fausses identités (ex : faux comptes, escroqueries)
- **Techniques rhétoriques** (ex : trolling, assertions fallacieuses ou clivantes)
- Manipulation de l'information
 (ex : décontextualisation de données scientifiques)
- Moyens technologiques

 (ex : coordination multi-plateformes, utilisation de comptes de type bot, hacking)





2: RÉPONSES

Déterminer l'ampleur du risque : Questions clés

La réponse que vous apporterez ou non à une campagne de mésinformation ou désinformation en ligne est étroitement liée à la nature et portée de celle-ci et sa capacité potentielle de nuisance. Une campagne de désinformation peut être limitée à un réseau restreint et peut donc présenter un danger limité pour la santé du débat public. Exposer une campagne de désinformation peut ainsi, de manière involontaire, contribuer à lui donner de l'oxygène. Ainsi, dans l'évaluation du risque posé par une campagne de désinformation, il peut être utile de se poser les questions suivantes.

Considérations collectives :

- Quelle est l'audience actuelle et potentielle de cette campagne de désinformation ?
- Quelle est sa capacité à toucher un public plus large ?
- Combien d'internautes ont été exposés aux contenus de cette campagne ?
- Sur quelle(s) plateforme(s) cette campagne de désinformation s'est-elle propagée ? Existe-t-il un risque qu'elle se diffuse à d'autres plateformes ?
- Cette campagne peut-elle alimenter des actes de violence contre des individus, institutions ou communautés particuliers ?
- Quel est l'impact de cette campagne sur le bien public et la collectivité ?

Si une campagne a une portée ou capacité de propagation limitée, par exemple parce qu'elle se déroule dans une chaine fermée à audience réduite, une réponse d'ampleur peut s'avérer contreproductive et contribuer à amplifier des discours de désinformation.

Considérations individuelles / organisationnelles :

- Dans quelle mesure cette campagne affecte-t-elle votre organisation (personnel, capacité à délivrer des services, réputation) ?
- Dans quelle mesure cette campagne impacte-t-elle les communautés que vous servez ou des organisations partenaires ?

Le type de risque posé peut être évalué sur une échelle croissante

- → **RISQUE ELEVE** → Fort impact collectif ou individuel et risque de propagation → **Nécessité d'une réponse** immédiate
- → **RISQUE MOYEN** → Risque d'impact et de propagation moyen → **Nécessité de réponse**
- → RISQUE FAIBLE → Circulation limitée et impact faible
 → Ne demande pas de réponse mais nécessité
 d'une veille accrue

Campagnes de communication stratégiques en réponse à la mésinformation et/ou désinformation

Si une campagne de mésinformation et/ou désinformation a un potentiel de nuisance important et peut contribuer à une distorsion du débat démocratique, plusieurs types de réponses possibles peuvent être apportées. La réponse que vous apporterez à cette campagne sera informée par vos ressources humaines, financières et technologiques.

Une réponse publique a une campagne de désinformation doit être :

- Proportionnée au risque de la campagne et se dérouler plus ou moins rapidement.
- En accord avec les valeurs de votre organisation et motivée par un souci d'exactitude.
- Si utile, impliquer des organisations alliées.

Plusieurs types de réponses possibles existent :

- Réponse immédiate : signaler la campagne de désinformation à des acteurs pertinents :
- Journalistes, organisations de fact-checking ou médias crédibles
- Communautés potentiellement impactées et/ou organisations de défense des droits
- Réponse à moyen et long terme :
- Exposer les acteurs de la campagne en partenariat avec des organisations alliées, spécialisées dans la recherche et/ou le plaidoyer
- Briefer des journalistes et médias sur la campagne de désinformation

Si vous estimez que la campagne de désinformation ne nécessite pas une réponse et une attention publique de grande ampleur, il peut être toujours pertinent de signaler la campagne auprès des autorités compétentes et/ou des plateformes où la campagne se déroule. Le signalement est un outil important et efficace pour lutter contre ce phénomène, en particulier dans les cas de risques élevés et si vous ne souhaitez pas donner plus d'oxygène à ces contenus. En l'absence de réponse de la part des autorités ou des plateformes, il pourrait être pertinent de souligner ces limites à travers une éventuelle campagne de plaidoyer.



2: RÉPONSES

Quelques conseils clés

1

Evitez d'amplifier des contenus de désinformation en essayant de les contrer. Si vous répondez publiquement à de la désinformation, soulignez des informations factuelles et évitez de retweeter ou partager des liens vers des contenus propageant de la désinformation;

2

Exposez les motivations des auteurs de la désinformation, notamment financières, idéologiques ou politiques ;

3

Evitez de condamner les personnes qui partagent de la mésinformation ou désinformation et d'utiliser une terminologie clivante ou aliénante ;

4

Redirigez l'audience cible vers des sources crédibles pour celle-ci (ex : la presse locale ou les médias de jeunesse sur les réseaux sociaux peuvent avoir plus de succès que les grands médias d'information dans certains cas et en fonction de vos objectifs) 3: RESSOURCES Ressources

P-19

3: RESSOURCES

Ressources	Description	Langue
The 101 of Disinformation Detection ISD	Cette boîte à outils de l'ISD présente une approche que les organisations peuvent adopter pour observer la désinformation en ligne.	Anglais
Livre blanc sur la mésinformation - NewsGuard (newsguardtech.com) News Guard	"Le livre blanc de NewsGuard () fait un bref compte-rendu de toutes les études indépendantes réalisées sur les effets de l'utilisation d'évaluations de la fiabilité des sources d'actualité pour limiter les effets des fausses informations."	Français
A guide to prebunking: a promising way to inoculate against misinformation First Draft	Ce guide a pour vocation de donner des conseils pratiques pour prévenir la mésinformation avec le "prebunking".	Anglais
Understanding information disorder First Draft	Ce guide a pour fonction de clarifier les nuances entre désinformation, mésinformation et mauvaise information et exposer le concept de désordre de l'information.	Anglais
Election Official Handbook: Preparing for Election Day Misinformation Digital Forensic Research Lab - Atlantic Council	Ce guide électoral expose les différents risques liés à la désinformation dans un contexte électoral.	Anglais
Journalisme, fake news & désinformation: manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme - UNESCO Digital Library UNESCO	Ce manuel vise à fournir aux enseignants et instructeurs en journalisme, ainsi qu'aux étudiants en journalisme, un cadre leur permettant de mieux comprendre la notion de désordre de l'information.	Français
Gender-Based Disinformation: Advancing Our Understanding and Response - EU DisinfoLab EU DisinfoLab	Cette publication revient sur à la définition et les risques de la désinformation liée au genre.	Anglais
The many faces fighting disinformation EU DisinfoLab	Ce rapport résume les stratégies et actions menés par différentes organisations en Europe pour lutter contre la désinformation.	Anglais

